

rer les sœurs de Miséricorde pour la régie de l'hospice de la Maternité de Montréal; Bill pour incorporer la communauté des sœurs de St. Croix, dans la paroisse de St. Laurent, dans le district de Montréal, pour les fins de l'éducation; Bill pour incorporer l'Académie industrielle de St. Laurent, dans le district de Montréal. Sur motion de l'hon. M. Hincks, la chambre se forme en comité pour considérer s'il est expédient d'imposer des taxes de péage sur les vaisseaux descendant le St. Laurent, et d'autoriser le gouverneur en conseil à faire des règlements pour l'arrêt des vaisseaux causant des dommages aux canaux, et passer plusieurs résolutions, dont il sera fait rapport demain. M. Cauchon présente un bill pour révoquer un certain acte et une ordonnance y mentionnés, relatif à la Maison de la Trinité de Montréal, et pour reformer et amender les dispositions des dits acte et ordonnance.—seconde lecture, jeu. di prochain. L'amendement fait par le conseil au bill relatif aux sœurs de la Miséricorde, au bill relatif aux sœurs de la Ste. Croix, et au bill relatif à l'Académie industrielle de St. Laurent respectivement, a été pris en considération et adopté. M. Burritt fait rapport des résolutions suivantes, passées en comité, vendredi dernier.

1. Résolu, Qu'il est expédient d'amender l'acte 9 Vic., c. 2, imposant des droits sur les boissons spiritueuses distillées en cette province, en déclarant que le droit sur les dites liqueurs spiritueuses sera d'un denier par gallon, au lieu de deux deniers par gallon, tel qu'établi par le dit acte.

2. Résolu, Qu'il est expédient de pouvoir à la mise en entrepôt des boissons spiritueuses distillées en cette province, sans que les droits sur icelles ne soient payés, les dits droits devant être payés lorsque les dites liqueurs spiritueuses sortiront de l'entrepôt pour être consommées en cette province. Les dites résolutions sont lues une seconde fois et adoptées. L'hon. M. Hincks présente un bill pour continuer et amender l'acte imposant des droits sur les boissons spiritueuses distillées en cette province pour prévoir à la mise en entrepôt des dites boissons spiritueuses; seconde lecture, vendredi prochain. Les amendements faits en comité, vendredi dernier, au bill pour remédier à certains défauts dans l'enregistrement des titres et des actes relatifs aux immeubles, dans le bureau d'enregistrement à Montréal sont apportés et adoptés, et ordre est donné de le grossier. Le bill pour défaire la manière de construire les garais des chaussées de moulins dans le Haut-Canada, est amendé en comité; rapport demain.

Le bill pour révoquer certaines ordonnances relatives aux chemins d'hiver, quant à ce qui a rapport aux districts de Québec, de Gaspé et des Trois-Rivières, à l'exception de cette partie du comté de Drummond située dans le district des Trois-Rivières, est lu une seconde fois, et renvoyé immédiatement à un comité général. La chambre se forme en comité sur le bill, y fait un amendement, dont il est fait rapport, et qui est adopté; et ordre est donné de le grossier le bill. Le bill pour amender la loi dans le Bas-Canada, en ce qui concerne le district dans lequel les actions réelles et mixtes pourront être commencées, est amené en comité, et ordre est donné de le grossier. Le bill pour autoriser A. A. Archambault et autres à ériger un pont de péage sur la rivière de l'Assomption, est amendé en comité; il en sera fait rapport demain.

MELANGES RELIGIEUX

MONTREAL 1 MAI 1849.

QUELQUES MOTS DE RÉFLEXIONS.

Le récit que nous donnons aujourd'hui à nos lecteurs, des événements de la capitale, devra exciter chez tous les bons citoyens et les vrais loyaux sujets de Sa Majesté, une profonde indignation. Ils doivent se joindre à nous pour témoigner au digne représentant de notre Très-Gracieuse Souveraine toute notre horreur des scènes de dévastation et de brigandage qui viennent d'avoir lieu, et lui exprimer combien nous regrettons et condamnons les attaques criminelles et homicides faites par sa propre personne. Mais en même temps, nous ne pouvons que féliciter Son Excellence de ce qu'elle continue à avoir confiance dans la loyauté de la masse de la population, qui sait et saura toujours apprécier les bienfaits d'un gouvernement juste et équitable, comme celui que nous avons actuellement. Nous devons encore assurer S. E. que nous sommes prêts à marcher pour faire maintenir l'ordre et la paix, et que nous sommes convaincus que, grâce aux sages mesures prises par l'excellent et grâce à la bravoure et à la discipline des troupes, l'ordre ne sera plus longtemps troublé, et que les émeutiers et incendiaires seront amenés à justice. Nous disons enfin que, dans un moment comme celui-ci, nous devons rester unis et fermes, et prêts à descendre dans la rue, s'il le faut, pour aider à protéger la vie et les propriétés des citoyens.

ÉTAT DE LA CAPITALE.

LA SOIRÉE DE VENDREDI.—Vendredi après l'assemblée au Champ-de-Mars, la rue Notre-Dame n'a cessé d'être remplie de monde dans toute son étendue, depuis l'Eglise Paroissiale jusqu'à l'hôtel Donaghy; les rassemblements cependant n'étaient considérables que dans le voisinage de l'hôtel du gouvernement, devant lequel ils se sont amusés à parler à rire, à crier et à comploter; cela a duré jusque vers 8 heures. Devant ce temps, des ordres avaient été donnés pour asseoir les comités spéciaux et leur fournir des armes. Aussi, on voyait accourir de tous côtés, aux heures convenues, les citoyens libéraux et amis du bon ordre, dont 1,500 prêtèrent serment et reçurent des armes. C'étaient des Canadiens Français, des Canadiens de toutes autres origines. A huit heures, plusieurs compagnies de ces comités spéciaux étaient en marche, et se rendirent à l'hôtel du gouvernement. Néanmoins quelques instants auparavant, pendant que ces généraux volontaires stationnaient sur la rue des Commissaires, vis-à-vis le marché Bonsecours, attendant les armes qui devaient leur être distribuées, une troupe d'émeutiers (loyaux sujets de S. M., comme ils disent) tomba sur eux à l'improviste. N'ayant aucun avènement projectile pour riposter

à ceux qui leur été lancés, les comités spéciaux ripostèrent quelques 200 à 300 pas. Adversaires se munirent de roches et de cailloux, et les firent pleuvoir sur leurs assaillants, qui n'en continuèrent pas moins à lancer leurs pierres, en y joignant un coup de pistolet. Les comités spéciaux renouvellèrent leur grêle de pierres et tirèrent du pistolet. Qui blessa à la jambe un jeune Driscoll et un M. Clarke (avocat). Les tories tirèrent de nouveau, et puis prirent bien et durement la fuite. Nous devons ajouter que les armes des comités spéciaux, dans cette rencontre, étaient leurs propres armes, puisque la distribution des pistolets, couteaux, etc., ne s'est faite que quelque temps après.—Cet engagement est le seul qui ait eu lieu dans la soirée, bien que la rue Notre-Dame ait été pleine d'émeutiers jusqu'à dix heures. Ils s'étaient en effet réunis, quelque part, vers l'ouest de la ville, d'où ils sont venus au centre par la Place d'Armes. En passant devant les bureaux du Pilot ils ont eu soin d'y faire pleuvoir des dragées de leur façon et d'y briser de nouveau les fenêtres, accompagnant ces protestes de grands cris sauvages et de hurlements frénétiques. Après quoi, ils ont débouché par la rue Notre-Dame, et se sont arrêtés devant l'Eglise Anglicane jusqu'à la place Jacques-quartier. Durant ce temps, personne ne pouvait passer au milieu d'eux, sans être insulté et menacé, et tous pour notre part, nous avons reçu d'eux le bien beau titre de *spy* (espion) et quelques menaces, bien que nous n'eussions certainement pas d'autre idée, dans le moment, que de regagner notre demeure pour y écrire un article pour notre journal. Un peu plus loin, en haut de la rue St. Vincent, les brigands délibéraient s'ils descendraient assaillir et saccager les bureaux de la *Minerve*. De temps en temps, ils faisaient entendre leurs imprécations contre ce journal-là; mais ils n'osèrent pas en attaquer les bureaux. Ils furent avertis en effet que les bureaux seraient vigoureusement défendus et qu'ils n'y trouveraient pas d'encouragement pour leurs brigandages et leurs dévastations. Plus tard, ils apprirent que les compagnies de comités spéciaux n'étaient pas très-loin, et que vraisemblablement ils en recevraient une petite visite. Ils jugèrent donc prudent de se retirer, et à dix heures la ville était paisible, comme avant le 25 avril.

JOURNÉE DE SAMEDI.—Samedi matin, l'excitation était encore bien grande. Son Excellence sir Benjamin d'Urban étant arrivée de Sorel, les citoyens paisibles commencent à avoir confiance que la paix serait maintenue. Mais les comités spéciaux tenaient au cœur de MM. les ultra-loyaux, qui allèrent trouver le commandant des forces, et s'engagèrent à employer toute leur influence pour préserver la tranquillité de la ville, disant qu'ils croyaient qu'il était inutile d'avoir d'avantage des comités spéciaux. S. E. sir B. d'Urban considérant que les forces militaires dans ses ordres suffisaient pour tenir la ville en respect, on ne distribua plus d'armes aux braves comités spéciaux, qui doivent néanmoins recevoir les remerciements de tous les amis de l'ordre. Car dès qu'ils avaient appris qu'il était question d'asseoir des comités, ils étaient allés s'offrir d'eux-mêmes, avaient pris le serment de servir leur Reine fidèlement et au meilleur de leur jugement. Nous ne doutons pas que, si la paix a été maintenue vendredi soir, c'est grâce à la présence des comités spéciaux, qui, sous les ordres de l'honorable Colonel E. P. Taché formaient un corps qui pouvait être bien utile dans l'occasion. Dans la journée de vendredi les prisonniers (MM. Mack, Ferris, Perry, etc.) furent admis à caution par M. Erwin, et relâchés. Une troupe d'oisifs et de gens turbulents, accompagnèrent ces Messieurs et leurs amis jusqu'à la maison du gouvernement, où ils firent entendre leurs rugissements et leurs cris de joie. Delà, le cortège se rendit à la place d'Armes, où les prisonniers libérés leur adressèrent la parole. Après quoi, l'assemblée s'en alla reconduire chez Daly, M. Gugg, qui leur fit encore discours, et se retira au milieu des cris et applaudissements de la foule qui se dispersa.—Le reste du jour qui était pluvieux il y eut quelques rassemblements dans la rue Notre-Dame, mais à 6 heures, il parut une proclamation qui défendait les rassemblements, contre les quels, disait-on, il avait été pris des mesures rigoureuses. Cela n'empêcha pas que, dès 7 heures MM. les *loyaux* ne s'assemblassent dans leurs différents quartiers, munis de bâtons et d'armes à feu. A neuf heures, ils se préparèrent à se promener [?] par la ville; mais une averse abondante survint, et force fut aux *loyaux* de se disperser. La nuit fut tranquille.

JOURNÉE DE DIMANCHE.—Dimanche matin, on apprit qu'une centaine de dragons étaient arrivés en ville; cette nouvelle causa un contentement général parmi la population paisible; parce que les dragons sont une cavalerie très effective, et bien convenable pour disperser les rassemblements; la journée se passa tranquillement, bien qu'il y eut comme il est facile de l'imaginer, beaucoup d'agitation parmi la population, qui se trouvait oisive. On craignait que le soir il n'y eût de nouveaux troubles; mais il n'en a rien été. A 11 heures et quart, néanmoins, le feu se déclara sur la grande rue St. Antoine, et quelques personnes pensaient que c'était la maison (saccagée) de M. Lafontaine que les émeutiers incendiaient.

LA JOURNÉE DE LUNDI.—Nous n'avons su que lundi matin que le feu de la nuit précédente avait consummé, non pas la maison de M. Lafontaine, mais une remise sur la rue de la Montagne, et que c'était un *fur* accident.—La population paraissait encore inquiète, et dès neuf heures du matin on voyait des groupes sur la rue Notre-Dame, la rue St. Paul, la grande rue St. Jacques, etc. Mais c'était des personnes paisibles qui s'informaient de l'état de la ville. Il n'en était pas de même aux alentours de la maison du gouvernement, où les groupes n'avaient pas la bonne apparence de ceux des autres parties de la ville. A onze heures, la rue Notre-Dame était bien remplie, bien que l'on y passât sans y être insulté. Les troupes stationnaient encore devant l'hôtel du gouvernement et au marché Bonsecours où siège maintenant la Chambre d'Assemblée. La séance de ce jour n'a commencé qu'à trois heures, quoique les membres s'y fussent rendus dès dix heures.

A une heure, lorsque nous passâmes dans la rue Notre-Dame, elle était absolument remplie de monde; et à deux heures, au moment où nous montions la rue St. Gabriel, nous entendîmes de grands cris, des applaudissements et des hurlements.

On avait su en effet que Son Excellence le gouverneur général devait se rendre en ville pour recevoir l'adresse de l'Assemblée législative. C'est ce qui fait que la rue Notre-Dame (depuis la maison du gouvernement jusqu'à l'Eglise Paroissiale), la Place d'Armes, la grande rue St. Jacques étaient remplies d'une foule com-

pacte. Arrivé au coin des rues Notre-Dame et St. Gabriel, nous vîmes défilér à la course un détachement de dragons, puis le carrosse qui portait Son Excellence Lord Elgin, et que suivait un autre détachement de dragons. Le carrosse était aussi entouré de dragons qui suivaient à quelque distance deux compagnies d'infanterie.

Dans la grande rue St. Jacques, Son Excellence le gouverneur général fut accueillie de hurlements poussés par les libéraux, et de différents projectiles lancés par des individus qui étaient toute autre chose que des libéraux. Au coin où nous nous trouvions, un grand nombre de personnes saluèrent Son Excellence et quelques autres le sifflèrent et le huèrent. Mais en approchant de l'hôtel du gouvernement, les émeutiers, qui y étaient réunis en grand nombre, se mirent à assaillir le gouverneur par des œufs, des pierres, etc. Les dragons eurent ordre de charger les turbulents et misérables qui insultaient ainsi leur gracieuse souveraine dans la personne de son digne représentant. Ils le firent avec une promptitude remarquable, et mirent en fuite de tous côtés toute cette troupe de gens désœuvrés et criminels. Nous nous étions alors rapproché de la Place Jacques Cartier que nous nous hâtâmes de descendre pour voir ce qui allait se passer à la Chambre d'Assemblée. En y arrivant, nous trouvâmes le passage fermé à chaque extrémité par deux doubles lignes transversales de soldats du 71e (Ecosais) sous les ordres de Sir Hugh Dalrymple. Le capitaine nous permit facilement de passer; et en entrant à l'Assemblée législative, l'hon. M. Morin avait pris son siège, mais la chambre n'expédiait aucune affaire.

Durant ce temps, les émeutiers, qui avaient fini, pour le moment, leur œuvre sur la rue Notre-Dame, étaient descendus sur la rue St. Paul par la place Jacques Cartier et la rue Bonsecours. Et comme ces bons (?) citoyens, ces *loyaux* sujets aiment à employer leur temps, ils s'amusaient à insulter les passants, et surtout les membres du parlement qui se rendaient à leurs postes. M. Holmes entre autres fut maltraité par la populace, mais traité avec tous les égards par les officiers du 71e régiment.

A trois heures, l'hon. M. Morin annonça à la Chambre que le temps était venu d'aller présenter son adresse; et précédé de la masse, l'Orateur suivit les 40 à 50 Membres présents de la Chambre. A son apparition dans la Rue, l'Assemblée législative fut saluée de hurlements; mais les *loyaux*, qui respectent (!) tout, lui lancèrent force œufs et pierres. Plusieurs honorables membres, M. le Dr. Nelson et l'hon. M. Cameron de Kent entre autres, faillirent recevoir des projectiles dans la figure. Dès les premiers signes de violence, M. Ovide Leblanc, magistrat, avait lu l'acte des émeutes, et les troupes avaient chargé les *loyaux* à coups de baïonnettes; nous pensons que personne n'a été blessé.

La chambre, a présenté son adresse à S. E. le gouverneur général qui a fait la gracieuse réponse que voici:

Messieurs.—Je reçois avec gratitude votre loyale et respectueuse adresse. Je déplore les outrages dont cette ville a été le théâtre ces jours derniers, et plus particulièrement la destruction de l'édifice occupé par les chambres du Parlement, avec les précieuses bibliothèques, dont la Province avait si bonne raison d'être fière. Ma confiance dans le bon-sens, la modération et la loyauté de la masse du peuple n'est néanmoins en aucune manière ébranlée par ce qui a eu lieu. Il m'est satisfaisant de recevoir l'assurance que la marche de justice et d'impartialité que j'ai suivie dans l'accomplissement des fonctions de mon importante charge, rencontre votre approbation. Cette marche m'est prescrite par mon devoir envers ma Souveraine et les habitants de cette Province. Un peuple libre ne peut manquer de trouver, dans la stricte observance de toutes les garanties constitutionnelles, la meilleure sûreté pour la conservation de ses droits et libertés. Pour ma part, je ferai tous mes efforts pour assurer le maintien de la paix dans cette ville, et j'espère sincèrement que, par le zèle de la législature et des autorités exécutives et par la coopération de tous les amis de l'ordre, ce but pourra être atteint !

Après cela, la chambre est revenue à son lieu de réunion, où la Réponse de Son Excellence a été lue une seconde fois. Ordre a été donné d'en imprimer mille copies en anglais, et mille en français, et la séance a été levée.

D'un autre côté, S. E., après être demeurée quelques instants à l'hôtel du gouvernement, en était repartie; mais au lieu de suivre la même route qu'en venant, le carrosse s'était dirigé par la rue Gosford, et ensuite par la rue St. Denis jusqu'à la rue Sherbrooke. Mais les émeutiers, avertis que le cortège s'en allait dans cette direction-là, quittèrent de suite la rue Notre-Dame, et gagnèrent le faubourg St. Laurent; où ils prirent des œufs, des cailloux, etc., et allèrent attendre S. E. Lord Elgin à la rue Sherbrooke à l'endroit où elle rencontre la grande rue du Faubourg St. Laurent. Le *Herald*, qui rend compte de ce dernier haut-fait des misérables qui, par leurs actes, affligent tout le pays, ajoute qu'ils assaillirent avec des pierres la voiture du gouverneur à son passage, et le firent avec tant de brutalité et de fureur qu'ils brisèrent tout l'arrière du carrosse.

SEANCE DU 28 AVRIL.

Dès 10 heures, les membres étaient rendus en grand nombre dans une des sales du marché Bonsecours, au dessous de laquelle se trouvait un piquet de soldats, qui ont pris leurs quartiers dans l'autre aile de l'édifice; c'est le régiment venu de St. Jean. La séance n'a néanmoins commencé qu'à cinq minutes avant onze heures, sans doute parce que les membres du gouvernement n'étaient pas encore arrivés.

L'hon. M. Baldwin commença par dire qu'il se levait pour proposer de remettre à lundi tous les ordres de ce jour. Appuyant, il désirait informer la chambre que, relativement aux troubles de jours précédents, on avait maintenant des forces suffisantes pour faire maintenir la paix; et il avait toute confiance que la paix serait maintenue. Il proposait donc de renvoyer à lundi tous les ordres du jour.—M. Boulton de Norfolk suggérait à l'hon. membre et le priait de retirer sa motion, parce qu'il en avait une autre à faire, relative aux événements déplorables des 25 et 26 du courant, événements que tout le monde doit regretter et condamner. Il (M. Boulton) ne pensait pas à la destruction de la maison du parlement, des bibliothèques, des archives, avec autant de regret qu'à l'extinction, chez un grand nombre, du sentiment de respect pour l'autorité établie! L'hon. membre ne regardait pas tant à la destruction du parlement et de toutes les autres pro-

priétés, qu'au mauvais exemple que l'on venait de donner, en s'attaquant au gouvernement constitutionnel, à la sainteté de la constitution (marques nombreuses d'approbation). A son avis, c'est le grand malheur des journées précédentes. S'il devait encore en être ainsi, la législature se trouverait hors d'état d'exprimer librement ses opinions; elle serait restreinte dans ses délibérations. Par rapport au bill d'indemnité, il ne s'occupait pas de voir si le parlement avait agi bien ou mal; cela ne devait nullement occuper dans le moment. Mais la question est de savoir si, lorsque la législature a passé un bill et que le gouverneur l'a sanctionné, le peuple peut, de vive force, tenter de détruire le parlement, en allant l'assaillir et mettant le feu au palais qu'il occupe. L'hon. membre ne le croyait pas; et il ne craignait pas d'exprimer franchement et librement ses opinions, quel qu'en pussent être les conséquences. Il ajoutait qu'on devait faire tout ce qui était nécessaire pour se mettre à l'abri de semblables émeutes; et qu'il fallait censurer et flétrir les représentants du peuple qui oseraient excuser et par là appuyer ces mouvements tumultueux. Il ne craignait pas de parler clairement à ce sujet; c'était à son avis, la chose la plus importante dans le moment. Car il le demandait, lorsque l'on s'attaque ainsi à la législature; quel est son but? N'est-ce pas de la paralyser et de l'interdire? N'est-ce pas engager le gouvernement impérial à aller au delà des bornes de la légalité? Il le disait avec élan et peine, que le temps était venu où des sujets anglais ne pouvaient pas siéger sans être sous la protection des baïonnettes, et c'était en Canada et pour se protéger contre les attaques des émeutiers!! Il ajoutait que ceux qui avaient commis cet horrible attentat, sentiraient bientôt, lors que la réflexion leur viendrait, qu'ils ont souillé l'histoire de leur pays. Que ne pétitionnaient-ils le gouvernement impérial plutôt que de s'attaquer, brutalement, aux personnes et aux propriétés? Notre gouvernement est un gouvernement indépendant, dont l'Angleterre déclare ne vouloir nullement contrôler les actes. Eh! bien, qu'ont fait les émeutiers, mercredi dernier? Ils ont voulu déclarer par là que nous ne méritons pas des institutions libérales.—Il n'entendait nullement amener sur le tapis les questions de politique; il s'en tenait à la constitution. Selon lui, quand même la législature eût été corrompue, quand même le gouvernement eût aussi été corrompu, il n'aurait pas encore fallu avoir recours à la force brute. Il eût fallu en appeler constitutionnellement au peuple du pays; mais il n'eût jamais convenu de commettre l'acte abominable que l'on vient de faire, au nom de la *loyauté*. Car c'est un acte inconstitutionnel, contraire à tous les principes, opposé à tout ce que le parlement peut ou doit vouloir. L'hon. membre voulait être compris, il était responsable de ses paroles. Voilà pourquoi il disait bien haut et sans crainte que ceux (des membres du parlement) qui conseillent au peuple de pétitionner la Reine pour lui demander de désavouer un acte passé et sanctionné légalement, donnent au peuple le pire exemple possible. Encore une fois, il disait qu'il fallait tout simplement en appeler constitutionnellement au peuple de ce pays, qui seul est juge en cette matière. Dans le cas contraire, plutôt que de voir l'Angleterre intervenir dans nos affaires, il préférerait voir le parlement dissout et de nouvelles élections avoir lieu. Mais l'Angleterre n'en viendra pas à cette extrémité; elle ne peut pas renverser la sanction donnée, car cette sanction a fait une loi. D'ailleurs si l'Angleterre le faisait, elle détruirait par là la base même de notre gouvernement. L'hon. membre imait plus loin et disait à ses adversaires (les tories) qu'ils ne pouvaient désirer une pareille conduite de la part de l'Angleterre; car ce qu'elle ferait aujourd'hui contre les libéraux, elle pourrait et il y avait le faire plus tard contre les tories sur une semblable pétition des libéraux. Il le demandait donc; ne serait-il pas préférable de supporter mille bills d'indemnité que de voir ainsi renverser notre gouvernement et fouler aux pieds tous nos droits constitutionnels? Il parlait avec honnêteté et franchise, sans crainte, mais aussi sans amertume. Il ferait donc motion de présenter une adresse à S. E. le gouverneur général, pour assurer son Excellence de la détestation qu'entraînent cette chambre des procédés des émeutiers qui ont commis des actes abominables; l'assurer encore en sa qualité de représentant de sa très-gracieuse Souveraine de la loyauté inaltérable des habitants de ce pays; et enfin lui témoigner une entière approbation de sa conduite impartiale depuis qu'il a été appelé au gouvernement de ce pays.

Sir Allan McNab se leva alors pour s'opposer à la motion comme contraire aux règles de la chambre; l'Orateur déclara qu'elle peut être faite avec la permission de la majorité.—M. Gugg se leva à son tour pour parler contre la motion. Il ajoute que le pays pourrait bien être profondément troublé et couvert de sang; mais que le ministère désirait peut-être qu'il en fût ainsi. L'hon. membre fait ensuite une revue des événements de jours précédents, et se met à lire des lettres des prisonniers détenus sous accusation d'incendie. Il terminait par dire que le gouvernement n'avait pas voulu se fier à lui (Gugg), mais seulement aux Canadiens-Français; que néanmoins il (Gugg) ne voulait pas faire de distinctions de races ou d'origines!!

M. Wilson déplorait du fond de son âme les troubles récents, et il comprenait que tous les membres du parti (tory), avec lequel il agit, avaient déclaré vouloir faire maintenir la paix. Il avait été opposé au gouvernement responsable, lorsqu'il avait été question de le donner au Canada, parce qu'il pensait que ce pays n'était pas assez avancé pour cela. Mais, depuis que le gouvernement responsable était devenu le gouvernement du pays, il avait toujours travaillé à le faire fonctionner. Depuis les troubles, il s'était éloigné du peuple et tenu seul chez lui, afin de ne pas se laisser exciter, et de pouvoir délibérer avec justice et calme. Il disait donc qu'il fallait faire un retour sur le passé, pour bien juger la situation présente. A son avis, les dernières élections ont été faites avec impartialité et justice; c'était ses amis qui avaient alors le pouvoir en main, et surveillaient les élections, qui se sont trouvées être contre eux. Les libéraux ont donc pris les rênes du gouvernement. Que devait faire ce Gouverneur? Il devait les soutenir, puis qu'ils étaient appelés à la par le vote du peuple; il devait suivre leurs conseils conformes à la constitution. Quant au bill d'indemnité, c'est un acte qui a passé dans les deux chambres constitutionnellement, et après avoir été longuement discuté. S. E. le gouverneur général ne pouvait pas après cela se taire: il devait le sanctionner, comme il l'a fait. L'hon. membre parlait franchement et clairement. Il se disait, « lorsque nous serons au